

privés de leur approvisionnement en combustibles à usage domestique attribué en vertu de l'article 36 de l'arrêté du 15 juin 1945 portant réglementation de la distribution des combustibles, peuvent à nouveau émarger au rationnement des consommateurs ordinaires, p. 6759.

Ministère des Colonies.

Loi du 1^{er} août 1945 sur la reconstitution du Conseil colonial. Erratum, p. 6759.

Avis officiels. Publications légales.

Ministère des Finances.

Office des Séquestres. Liste des personnes, organismes ou sociétés ayant obtenu la levée du séquestre frappant leur patrimoine, p. 6760. Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Vente publique. Erratum, p. 6760. — Administration de la Trésorerie et de la Dette publique. Emprunt à lots 1922. Tirage du 10 octobre 1945, p. 6761.

Ministère des Communications.

Office des Transports par Route, p. 6762.

**LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES
DU GOUVERNEMENT.**

**CABINET DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.**

Arrêté-loi établissant le Statut de la Résistance armée.

RAPPORT AU REGENT.

MONSEIGNEUR,

La Belgique a, dans toute la mesure où les circonstances le lui ont permis, concouru avec les autres nations alliées, à la lutte commune contre l'Allemagne, pour sauver sa propre indépendance.

Dans cette lutte, les forces intérieures du pays firent montre pendant quatre années et demie d'occupation et lors de la libération du territoire, d'un héroïsme admirable.

Un ordre du jour du commandement supérieur des forces expéditionnaires alliées, en date du 2 octobre 1944, a proclamé que les forces de la Résistance belge avaient largement apporté leur participation à la victoire, en facilitant l'avance des armées libératrices.

La Belgique libérée a le devoir de reconnaître les mérites de ceux qui, au prix de maints périls, ont aidé à la sauver.

La lutte entreprise par la Résistance a, hélas, vu tomber bien des victimes, leurs veuves et leurs enfants ont acquis des droits à réparation dont la collectivité doit assumer la charge.

Par ailleurs, une série de mesures doivent être prises en vue de liquider la situation créée dans divers domaines par l'activité patriotique de la Résistance.

Tel est, dans son ensemble, le but du présent projet d'arrêté-loi.

Dans le détail :

1^o Il importe tout d'abord de préciser les conditions à exiger pour reconnaître en toute certitude, aux intéressés, la qualité de Résistant.

A ce point de vue, le projet précise en son article premier, que preuve soit établie devant les commissions spéciales établies à cette fin, de la réalité de l'affiliation à un groupement de Résistance reconnu, avant la date du 4 juin 1944, de façon à écarter ainsi les Résistants de la dernière heure. La qualité de Résistant sera donc reconnue de plein droit à tous ceux qui s'affilièrent avant le 4 juin 1944 à un groupement reconnu.

Par ailleurs, il échet de ne point exclure les Résistants isolés qui combattirent, sans être affiliés à un groupement reconnu, ni ceux qui, même non affiliés à un groupement, participèrent effectivement à la libération du territoire. Ceux-là seront admis, pour se voir reconnaître la qualité de Résistant, à établir les preuves de leur activité, devant les commissions prévues (art. 2).

bl. 6758. — Ministerieel besluit houdende vaststelling der voorwaarden waarop de verbruikers, uitgesloten van de bevoorrading in huisbrandstoffen, toegekend krachtens artikel 36 van het besluit van 15 juni 1945 houdende reglementeering van de brandstoffenverdeling, opnieuw in aanmerking kunnen komen voor de rantsoenering der gewone verbruikers, bl. 6759.

Ministerie van Koloniën.

Wet van 1 Augustus 1945 op de hersamenstelling van den Koloniale Raad. Erratum, bl. 6759.

Officiele berichten. Wettelijke bekendmakingen.

Ministerie van Financiën.

Dienst van het Sequester. Lijst der personen, vennootschappen of lichamen welke de opheffing bekomen van het sequester slaande op hun patrimonium, bl. 6760. — Bestuur der Registratie en Domeinen. Openbare verkoop. Erratum, bl. 6760. — Bestuur der Thesaurie en Staatsschuld. Lotenleening 1922. Loting van 10 October 1945, bl. 6761.

Ministerie van Verkeerswezen.

Bureau voor het Wégvervoer, bl. 6762.

**WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN
DER REGEERING.**

**KABINET VAN DEN EERSTE-MINISTER
EN MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.**

Besluitwet tot vaststelling van het Statuut van den Gewapenden Weerstand.

VERSLAG AAN DEN REGENT

MONSEIGNEUR,

België heeft, in de volle mate waarin de omstandigheden zulks hebben toegelaten, met de andere geallieerde naties aan den gemeenschappelijken strijd tegen Duitschland medegewerkt om zijn eigen onafhankelijkheid te redden.

In dezen strijd hebben de Binnenlandsche Strijdkrachten van het land, gedurende vier en een half jaar bezetting en bij de bevrijding van het grondgebied, een bewonderenswaardigen heldenmoed aan den dag gelegd.

Bij een dagorder van het opperbevel der geallieerde expeditielegers werd, op datum van 2 October 1944, afgekondigd dat de strijdkrachten van den Belgischen Weerstand ruimschoots aan de overwinning hadden medegewerkt, door den vooruitgang der bevrijdingslegers te vergemakkelijken.

Het bevrijd België heeft tot plicht de verdiensten te erkennen van hen die het, ten koste van menigvuldige gevaren, hebben helpen redden.

De door den weerstand ondernomen strijd heeft helaas veel slachtoffers gevraagd; hunne vrouwen en hunne kinderen hebben rechten op vergoeding verworven, waarvan de gemeenschap den last op zich moet nemen.

Daarenboven moeten er een reeks maatregelen getroffen worden ter vereffening van den toestand welke, op verschillende gebieden, door de vaderlandlievende bedrijvigheid van den Weerstand werd verwerkt.

Zulks is, in zijn geheel, het doel van dit ontwerp van besluitwet.

Wat de bijzonderheden betreft :

1^o Het past eerst en vooral nauwkeurig te bepalen aan welke vereischten de betrokkenen moeten voldoen opdat hun hoedanigheid van lid van den Weerstand met volle zekerheid kunne worden erkend.

Te dien opzichte bepaalt het ontwerp in zijn artikel 1 dat, voor de daartoe ingerichte bijzondere commissies, het bewijs dient geleverd van de werkelijke aansluiting bij een erkende Weerstandsgroepering vóór 4 Juni 1944, om aldus de leden van den Weerstand van het laatste uur uit te schakelen. De hoedanigheid van lid van den Weerstand zal dus van rechtswege worden erkend voor al diegenen die zich, vóór 4 Juni 1944, bij een erkende groepering aansloten.

Buitendien mogen niet worden uitgesloten, de afzonderlijke leden van den Weerstand, die streden zonder dat ze bij een erkende groepering waren aangesloten, noch diegenen die, zelfs zonder bij een groepering aangesloten te zijn, werkelijk aan de bevrijding van het grondgebied hebben medegewerkt. Laatstgenoemden zullen voor de voormelde commissies, de bewijzen hunner bedrijvigheid

L'article 4 règle, dans des conditions similaires, le cas des étrangers ou des Belges ayant appartenu à des groupements de Résistance étrangers.

L'article 5 décrète que la qualité de Résistant pourra être reconnue à titre posthume.

2° Le projet consacre ensuite (art. 6) et en termes exprès, la notion que la participation aux opérations militaires de la Résistance armée contre l'ennemi, a constitué un service militaire actif.

Cette disposition revêt une importance capitale au regard de l'application des règles internationales du droit de la guerre et de diverses règles du droit interne, dont notamment, certaines lois de compétence en matière de procédure (art. 7).

3° L'article 8 règle la question des grades accordés ou reconnus au sein des groupements de Résistance.

Ces grades devront être sanctionnés par décision royale, sur proposition du Ministre de la Défense nationale et des états-majors des groupements.

Ainsi reconnus, ils seront considérés comme des assimilations aux grades militaires.

Cette conception se justifie par le souci d'éviter la création d'un corps d'officiers de l'armée de la Résistance, distinct de celui de l'armée régulière.

4° Les articles 9, 10 et 11 du projet, organisent l'ensemble des avantages qu'il importe de reconnaître en faveur des membres de la Résistance.

Ils assurent aux Résistants qui appartenaient à l'armée, aussi bien qu'aux civils, des avantages substantiels dans leurs carrières respectives et dans l'octroi des distinctions honorifiques qu'ils ont pu promériter.

Ils assurent aux ayants droit de tout Résistant décédé ou atteint d'une incapacité permanente, les pensions et indemnités établies par les lois sur les pensions militaires.

5° L'article 12 prévoit la réparation des dommages matériels subis par les membres de la Résistance en raison directe de leur activité patriotique.

La garantie de la réparation d'un tel dommage, essentiellement subi du fait même d'actes de résistance, paraît correspondre à une obligation sacrée contractée par la collectivité.

6° L'article 14 enfin, stipule que l'arrêté-loi à intervenir sera applicable aux femmes ayant participé à la Résistance.

Nombreuses sont les femmes belges qui se sont, avec un patriotisme admirable, consacrées à la lutte contre l'ennemi. Leur mérite doit être reconnu.

L'ensemble des dispositions, ci-dessus résumées, du présent projet d'arrêté-loi, paraît satisfaire entièrement aux revendications légitimes formulées par les forces de la Résistance.

C'est en accord avec celles-ci, d'ailleurs, que ce projet d'arrêté-loi a été élaboré par le Département de la Défense nationale et fut finalement établi dans son texte définitif, avec l'approbation entière du Conseil national de la Résistance.

Nous avons l'honneur d'être,

MONSEIGNEUR,

de Votre Altesse royale,
les très respectueux et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,

A. VAN ACKER.

Le Ministre de la Défense nationale, | De Minister van Landsverdediging,

L. MUNDELEER.

19 SEPTEMBRE 1945.

Arrêté-loi établissant le Statut de la Résistance armée.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume.

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 20 mars 1945 donnant au Roi, pour une durée limitée, des pouvoirs extraordinaires;

Considérant qu'il est nécessaire et urgent d'établir le Statut de la Résistance armée;

Artikel 4 regelt onder gelijkaardige voorwaarden, het geval van de vreemdelingen of van de Belgen die tot buitenlandsche Weerstands-groeperingen hebben behoord.

Artikel 5 bepaalt dat de hoedanigheid van lid van den Weerstand na den dood kan worden erkend.

2° Vervolgens huldigt het ontwerp (art. 6), in uitdrukkelijke bewoordingen, het begrip dat de deelneming aan de militaire verichtingen van den gewapenden Weerstand tegen den vijand, een werkelijke militaire dienst was.

Deze bepaling is van kapitaal belang op de toepassing van de internationale regels van het oorlogsrecht en van diverse regels van inlandsch recht, waaronder inzonderheid sommige wetten van bevoegdheid inzake rechtspleging (art. 7).

3° Artikel 8 regelt de kwestie van de in den schoot der Weerstands-groepering verleende of erkende graden.

Deze graden zullen, op de voordracht van den Minister van Landsverdediging en van de staven der groeperingen, bij koninklijke beslissing moeten bekrachtigd worden.

Aldus erkend zullen ze als gelijkstellingen met de militaire graden worden beschouwd.

Deze opvatting wordt gewettigd door de zorg om te vermijden dat er een officierenkorps van het leger van den Weerstand benevens dat van het geregeld leger zou ontstaan.

4° Artikelen 9, 10 en 11 van het ontwerp organiseren het geheel der voordeelen welke ten bate van de leden van den Weerstand dienen toegekend.

Ze verzekeren aan de leden van den Weerstand die tot het leger behoorden, evenals aan de burgerlijke leden, belangrijke voordeelen inzake hunne respectieve loopbanen en het verlenen van de eervolle onderscheidingen welke zij vroeger mochten hebben verdiend.

Ze verzekeren aan de rechthebbenden van overleden of door een blijvende ongeschiktheid aangetaste leden van den Weerstand, de bij de wetten op de militaire pensioenen vastgestelde pensioenen en vergoedingen.

5° Artikel 12 voorziet de vergoeding van de stoffelijke schade welke door de leden van den Weerstand rechtstreeks ingevoige hunne vaderlandlievende bedrijvigheid werd geleden.

Het waarborgen van de vergoeding van zulke schade, welke wezenlijk ingevolge daden van weerstand zelf werd geleden, schijnt te beantwoorden aan een door de gemeenschap aangegane heilige verplichting.

6° Artikel 14 bepaalt, tenslotte, dat de aan te nemen besluitwet toepasselijk zal zijn op de vrouwen die aan den Weerstand deelgenomen hebben.

Talrijk zijn de Belgische vrouwen die zich, met een bewonderenswaardige vaderlandsliefde, aan den strijd tegen den vijand hebben gewijd.

Hun verdienste moet worden erkend.

Het geheel der hiervoren samengevatte bepalingen van dit ontwerp van besluitwet schijnt heelemaal te voldoen aan de eischen welke rechtmatig door de strijdkrachten van den Weerstand werden geformuleerd.

Het is overigens in volkomen akkoord met laatstbedoelden dat dit ontwerp van besluitwet door het Departement van Landsverdediging voorbereid werd en dat tenslotte de definitieve tekst er van, met de volle goedkeuring van den Nationalen Raad van den Weerstand, werd vastgesteld.

Wij hebben de eer te zijn,

MONSEIGNEUR,

van Uwe koninklijke Hoogheid,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste-Minister,

19 SEPTEMBER 1945. — Besluitwet tot vaststelling van het Statuut van den Gewapenden Weerstand.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op de wet van 20 Maart 1940, waarbij aan den Koning, voor een beperkten duur, buitengewone machten worden toegekend;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is het Statuut van

Sur la proposition du Premier Ministre, du Ministre de la Défense nationale et de l'avis conforme des Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont reconnus membres de la Résistance :

Ceux qui ont été affiliés, au plus tard le 4 juin 1944 aux organisations de Résistance, énumérées :

a) A l'arrêté-loi du 13 septembre 1944 : savoir (par ordre alphabétique) : Armée de la Libération; Armée secrète; Front de l'Indépendance (sections « Armée belge des Partisans » et « Milices patriotiques »); Groupement G.; Groupe Nola; Mouvement national belge; Organisation militaire belge de Résistance; Witte Brigade (groupe Fidelio);

b) A l'arrêté-loi du 5 octobre 1944, savoir : Les groupes d'action constitués au sein du Mouvement national royaliste dans les provinces d'Anvers, Brabant, Flandre orientale;

c) Ceux qui ont été affiliés au plus tard le 4 juin 1944 aux organismes de Résistance armée qui pourraient être reconnus par la suite.

La preuve de cette affiliation devra, pour être reconnue, être établie par toutes voies de droit, devant des commissions de contrôle, constituées chacune, de cinq membres, savoir : deux délégués désignés par le Ministre de la Défense nationale; deux dirigeants, au moins provinciaux, du Groupement auquel l'affiliation doit être établie; un délégué des groupements reconnus, autres que celui auquel l'établissement de l'affiliation est poursuivie. Ce dernier délégué sera désigné par le Ministre de la Défense nationale, sur présentation du Conseil national de la Résistance.

Les commissions statueront souverainement, et à la majorité des voix.

Le délai dans lequel ces commissions, ainsi que celles que précèdent les articles 2 et 4, devront avoir rempli leur mission, sera déterminé par arrêté royal.

Art. 2. Ceux qui non affiliés à un groupement reconnu de Résistance, avant le 4 juin 1944, auront, avant ou après cette date, effectivement coopéré, soit à la Résistance armée sous l'occupation, soit à l'action libératrice du territoire national, seront admis à en administrer la preuve par toutes voies de droit, devant une commission telle que prévue à l'article 1^{er}, et composée dans ce cas, de deux délégués du Ministre de la Défense nationale et de trois délégués des groupements reconnus, désignés par le Conseil national de la Résistance.

Si cette preuve est admise par la commission, ils jouiront du statut réservé aux membres affiliés, avant le 4 juin 1944, à un groupement reconnu.

Art. 3. A. Nul ne pourra être reconnu membre de la Résistance conformément aux articles 1 et 2, qu'aux conditions suivantes :

- 1° Etre de nationalité belge;
- 2° Jouir de ses droits civils et politiques;
- 3° N'avoir subi aucune condamnation à une peine criminelle ou à une peine correctionnelle du chef de vol, recel, abus de confiance, escroquerie, faux, usage de faux, faux témoignage, subornation de témoins ou d'experts, banqueroute, ou du chef des infractions prévues au titre 1^{er} du livre II, ainsi qu'aux articles 372 à 382 du Code pénal, ou à la loi du 28 mars 1940 relative à la défense des institutions nationales, ou à l'arrêté-loi du 10 avril 1941 relatif à l'interdiction des relations économiques avec l'ennemi.

Toutefois, les commissions prévues aux articles 1^{er}, 2 et 4 du présent arrêté-loi, auront la faculté de ne point retenir cette condition;

4° Etre demeuré, sauf empêchement absolu et justifié, à la disposition effective du groupement, jusqu'à la fin de l'occupation.

B. D'autre part, le fait d'encourir après admission en qualité de membre de la Résistance, une des condamnations prévues au littéra A, §§ 2 et 3, du présent article, pourra entraîner la déchéance totale ou partielle des droits attachés à la qualité de Résistant. Les juridictions saisies de l'infraction auront seules compétence pour prononcer cette déchéance, si elles estiment celle-ci justifiée.

Art. 4. Une commission spéciale, organisée ainsi qu'il est dit à l'article 2, examinera et appréciera la participation effective à la Résistance dont se prévaudraient des étrangers ou des Belges avant

Op de voordracht van den Eerste-Minister, den Minister van Landsverdediging en op eensluidend advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Worden als leden van den Weerstand erkend :

Zij die uiterlijk op 4 Juni 1944 aangesloten geweest zijn bij de Weerstandorganisaties, opgesomd :

a) Bij de besluitwet van 13 September 1944, te weten (in alphabetische orde) : Belgische Militaire Weerstandorganisatie; Belgische Nationale Beweging; Bevrijdingsleger; Geheim Leger; Groepeerings G.; Groep Nola; Onafhankelijkheidsfront (secties « Belgisch Leger der Partisanen » en « Vaderlandsche Militie »); Witte Brigade (groep Fidelio);

b) Bij de besluitwet van 4 October 1944, te weten : De actie-groepen opgericht in den schoot der Nationale Koningsgezinde Beweging in de provincies Antwerpen, Brabant en Oost-Vlaanderen;

c) Zij die uiterlijk op 4 Juni 1944 aangesloten geweest zijn bij de Gewapende Weerstandorganismen welke in het vervolg zouden kunnen erkend worden.

Het bewijs dezer aansluiting dient, om erkend te worden, door alle rechtsmiddelen geleverd voor controlecommissies, welke elk bestaan uit vijf leden, te weten : twee door den Minister van Landsverdediging aangewezen afgevaardigden, twee — minstens provinciale — leiders van de groepeerings, met betrekking tot welke de aansluiting dient vastgesteld, een afgevaardigde der andere erkende groepeerings dan die met betrekking tot welke de vaststelling der aansluiting wordt nagestreefd. Laatstebedoelde afgevaardigde zal door den Minister van Landsverdediging aangewezen worden op de voordracht van den Nationalen Raad van den Weerstand.

De commissies beslissen souverain en bij meerderheid van stemmen.

De termijn waarbinnen deze commissies, alsmede diegene welke bij artikelen 2 en 4 worden voorzien, hunne taak moeten volbracht hebben, zal bij koninklijk besluit worden bepaald.

Art. 2. Zij die vóór 4 Juni 1944 niet bij een erkende Weerstandsgroepeerings aangesloten waren, doch vóór of na dezen datum werkelijk deelgenomen hebben, hetzij aan den Gewapenden Weerstand onder de bezetting, hetzij aan de actie ter bevrijding van het nationaal grondgebied, mogen er door alle rechtsmiddelen het bewijs van leveren vóór een commissie als deze voorzien bij artikel 1 en, in dit geval, samengesteld uit twee afgevaardigden van den Minister van Landsverdediging en uit drie afgevaardigden van de erkende groepeerings, aangewezen door den Nationalen Raad van den Weerstand.

Wordt dit bewijs door de commissie aanvaard, dan genieten zij het voordeel van het statuut dat vastgesteld is voor de leden die, vóór 4 Juni 1944, regelmatig bij een erkende groepeerings aangesloten waren.

Art. 3. A. Niemand kan, overeenkomstig artikelen 1 en 2, als lid van den Weerstand worden erkend, tenzij onder de volgende voorwaarden :

- 1° Van Belgische nationaliteit zijn;
- 2° In het bezit zijn van zijn burgerlijke en politieke rechten;
- 3° Geenerlei veroordeeling tot een crimineele of correctioneële straf hebben opgelopen wegens diefstal, heling, misbruik van vertrouwen, oplichterij, valscheid, gebruik van valscheid, valsche getuigenis, omkoopings van getuigen of van deskundigen, bankbreuk, of wegens de inbreuken voorzien bij titel I van boek II alsmede bij artikelen 372 tot 382 van het Strafwetboek, of bij de wet van 28 Maart 1940, betreffende de verdediging van de nationale instellingen, of bij de besluitwet van 10 April 1941, betreffende het verbod van economische betrekkingen met den vijand.

Het staat de bij artikelen 1, 2 en 4 van deze besluitwet voorzien commissies echter vrij geen rekening te houden met deze voorwaarde;

4° Tot het einde der bezetting werkelijk ter beschikking van de groepeerings gebleven zijn, behoudens volstreekte en bewezen verhindering.

B. Buitendien kan hij, die na zijn opneming als lid van den Weerstand, een der bij littera A, §§ 2 en 3, van dit artikel voorziene veroordeelingen oploopt, geheel of gedeeltelijk vervallen verklaard worden van de rechten welke aan de hoedanigheid van lid van den Weerstand verbonden zijn. Alleen de over de inbreuk beslissende rechtscolleges zijn bevoegd om dit verval uit te spreken, ingeval zij hetzelfde gewettigd achten.

Art. 4. Een bijzondere commissie, ingericht zooals gezegd bij artikel 2, onderzoekt en beoordeelt de werkelijke deelneming aan den Weerstand wegens buitendien

Une décision favorable de la commission permettra l'octroi, aux intéressés, des avantages prévus à l'article 12, littéra C (distinctions honorifiques) et 14 (pensions et indemnités) et 16 (dommages matériels), s'ils ne peuvent bénéficier des mêmes avantages dans un pays étranger.

Art. 5. a) La qualité de Résistant, telle que prévue aux articles 1^{er}, 2 et 4 pourra être établie et reconnue, à titre posthume;

b) Lorsqu'en raison de l'absence de l'intéressé ou en raison de toute autre circonstance, cette qualité ne pourra être établie dans le délai prévu pour l'exécution du présent arrêté-loi, elle pourra l'être à toute époque, par décision du Ministre de la Défense nationale, sur demande du Conseil national de la Résistance.

Art. 6. La participation aux opérations militaires de la Résistance armée contre l'ennemi constitue un service militaire actif.

Art. 7. En conséquence, les personnes appartenant ou non à l'armée, soit active, soit de réserve, qui seront reconnues avoir participé à la Résistance dans les conditions prévues aux articles 1^{er} et 2, sont des militaires en activité de service, pour la période comprise entre la date de leur affiliation à un groupement reconnu et celle de leur démobilisation.

Les membres reconnus de la Résistance sont soumis aux lois militaires, et justiciables des juridictions militaires pendant les périodes de leur activité de service.

Les juridictions ordinaires demeureront compétentes quant aux infractions de droit commun, commises en dehors des dites périodes.

Art. 8. Les membres des groupements de Résistance pourront se voir décerner des grades dans la Résistance.

Ceux-ci seront établis suivant six catégories :

Les membres de 1^{re} catégorie, correspondant au grade de colonel ou de lieutenant-colonel de la Résistance;

Les membres de 2^e catégorie, correspondant au grade de major de la Résistance;

Les membres de 3^e catégorie, correspondant au grade de capitaine de la Résistance;

Les membres de 4^e catégorie, correspondant au grade de lieutenant de la Résistance;

Les membres de 5^e catégorie, correspondant au grade d'adjudant de la Résistance;

Les membres de 6^e catégorie, correspondant au grade de sous-officier en-dessous du grade d'adjudant de la Résistance.

Les membres et agents des quatre premières catégories sont nommés par le Roi, sur proposition du Ministre de la Défense nationale, sur présentation du Comité national de chaque groupement, et pour l'Armée secrète, de son commandant en chef.

Au cas où un Comité national se refuserait à une présentation, celle-ci pourra être proposée par le Ministre de la Défense nationale, sur avis conforme du Conseil national de la Résistance.

Les membres et agents des 5^e et 6^e catégories, sont nommés par le Ministre de la Défense nationale.

Les grades ainsi décernés, sont des grades dans la Résistance. Ils seront considérés comme des assimilations aux grades militaires. Ils seront, par ailleurs, pris en considération au point de vue du calcul des indemnités ou pensions.

Les membres des groupements de Résistance seront autorisés à porter l'uniforme militaire avec les insignes qui auront été déterminés par arrêté royal dans les mêmes conditions que les militaires de réserve non rappelés en activité de service.

Le nombre des grades à conférer ainsi que précisé ci-dessus, ne pourra dépasser les limites maxima suivantes :

1^o Un lieutenant-colonel par 3,000 membres reconnus conformément à l'article 1^{er};

2^o Un major par 1,000 membres reconnus conformément à l'article 1^{er};

3^o Un capitaine par 250 membres reconnus conformément à l'article 1^{er};

4^o Un lieutenant par 80 membres reconnus conformément à l'article 1^{er};

5^o Un adjudant par 125 membres reconnus conformément à l'article 1^{er};

6^o Un sous-officier en-dessous du grade d'adjudant par 10 membres reconnus conformément à l'article 1^{er}.

Toutefois, ces chiffres limites seront augmentés :

a) Pour l'état-major national : d'un colonel, 4 lieutenants-colonels, 2 majors, 2 capitaines.

Mits een gunstige beslissing van de commissie kunnen de voordeelen, voorzien bij artikel 12, littera C (eervolle onderscheidingen) en 14 (pensioenen en vergoedingen) en 16 (stoffelijke schade) aan de belanghebbenden verleend worden zoo deze niet in een vreemd land dezelfde voordeelen kunnen genieten.

Art. 5. a) De hoedanigheid van lid van den Weerstand, zooals voorzien bij artikelen 1, 2 en 4, kan na den dood worden vastgesteld en erkend;

b) Wanneer deze hoedanigheid, wegens de afwezigheid van den belanghebbende of wegens om het even welke andere omstandigheid, niet binnen den voor de uitvoering van deze besluitwet voorzien termijn kan worden vastgesteld, kan deze vaststelling op gelijk welk tijdstip geschieden bij beslissing van den Minister van Landsverdediging, op aanvraag van den Nationalen Raad van den Weerstand.

Art. 6. De deelneming aan de militaire operaties van den Gewapenden Weerstand tegen den vijand, geldt als actieven militairen dienst.

Art. 7. Bijgevolg zijn de al dan niet tot het actief of het reserveleger behorende personen, die onder de bij artikelen 1 en 2 bepaalde voorwaarden erkend worden als deelgenomen hebbende aan den Weerstand, militairen in actieven dienst gedurende het tijdperk begrepen tusschen den datum hunner aansluiting bij een erkende groepeerings- en dien hunner demobilisatie.

De erkende leden van den Weerstand zijn, gedurende de tijdperken van hun actieven dienst, onderworpen aan de militaire wetten en aan de rechtspraak van de militaire rechtscolleges.

De gewone rechtscolleges blijven bevoegd inzake de inbreuken op het gemeen recht welke buiten voormelde tijdperken gepleegd worden.

Art. 8. De leden van de Weerstandsgroepeerings kunnen graden bij den Weerstand bekomen.

Deze worden vastgesteld volgens zes categorieën :

De leden der 1^o categorie, overeenstemmend met den graad van kolonel of luitenant-kolonel van den Weerstand;

De leden der 2^o categorie, overeenstemmend met den graad van majoor van den Weerstand;

De leden der 3^o categorie, overeenstemmend met den graad van kapitein van den Weerstand;

De leden der 4^o categorie, overeenstemmend met den graad van luitenant van den Weerstand;

De leden der 5^o categorie, overeenstemmend met den graad van adjudant van den Weerstand;

De leden der 6^o categorie, overeenstemmend met den graad van onderofficier beneden den graad van adjudant van den Weerstand.

De leden en agenten der eerste vier categorieën worden benoemd door den Koning, op de voordracht van den Minister van Landsverdediging ingevolge voorstel van het Nationaal Comité van elke groepeerings en, voor het Geheim Leger, vanwege zijn opperbevelhebber.

Mocht een Nationaal Comité weigeren een voorstel te doen, dan kan de voordracht gedaan worden door den Minister van Landsverdediging, op eensluidend advies van den Nationalen Raad van den Weerstand.

De leden en agenten der 5^o en 6^o categorieën worden door den Minister van Landsverdediging benoemd.

De aldus verleende graden zijn graden bij den Weerstand. Ze worden als gelijkstellingen met de militaire graden beschouwd. Ze worden overigens in aanmerking genomen voor het berekenen van de vergoedingen of pensioenen.

De leden der Weerstandsgroepeerings zullen de toelating krijgen de militaire uniform te dragen met de kentekenen, die bij koninklijk besluit zullen bepaald worden, onder dezelfde voorwaarden als de niet terug tot den actieven dienst opgeroepen reservemilitairen.

Het aantal toe te kennen graden, zooals die hiervoren zijn voorzien, mag de volgende maximumgrenzen niet overschrijden :

1^o Eén luitenant-kolonel per 3,000 volgens artikel 1 erkende leden;

2^o Eén majoor per 1,000 volgens artikel 1 erkende leden;

3^o Eén kapitein per 250 volgens artikel 1 erkende leden;

4^o Eén luitenant per 80 volgens artikel 1 erkende leden;

5^o Eén adjudant per 125 volgens artikel 1 erkende leden;

6^o Eén onderofficier beneden den graad van adjudant per 10 volgens artikel 1 erkende leden.

Deze grenscijfers worden evenwel verhoogd :

a) Voor den nationalen staf : met 1 kolonel, 4 luitenant-kolonels, 2 majors, 2 kapitains.

c) D'autant d'unités par groupement qu'il a fallu nommer de nouveaux chefs par suite des décès et déportations encourues avant le 19 novembre 1944 par le dit groupement.

En ce qui concerne les Résistants isolés, tels que définis à l'article 2 et les Résistants étrangers visés à l'article 4 : aucun grade ne leur sera reconnu. Par contre :

a) Des distinctions honorifiques pourront leur être octroyées, au même titre qu'aux Résistants affiliés à des groupements;

b) En cas de décès ou de blessures, survenues en service, ils auront droit à une des pensions prévues à l'article 10 sur base d'une des catégories précisées au dit article, suivant décision du Ministre de la Défense nationale.

Art. 9. Le fait d'avoir été reconnu membre de la Résistance, conformément aux articles 1^{er} et 2, entraînera les conséquences suivantes :

A. 1^o Pour les officiers, sous-officiers et soldats de carrière : il leur sera tenu compte de leur service dans la Résistance, pour leurs promotions dans l'armée. En outre, leur temps de service effectif dans la Résistance, leur sera compté comme service actif en temps de guerre, pour le calcul de leurs pensions militaires;

2^o Pour les officiers, sous-officiers de réserve et militaires de rang subalterne non de carrière : leur présence effective dans la Résistance, leur donnera des droits égaux à ceux résultant des rappels en temps de guerre, à l'exception de la solde.

B. Pour les civils : leur temps d'activité dans la Résistance leur sera compté comme temps de service à l'armée mobilisée. De ce chef ils jouiront des avantages accordés pour les collations d'emploi et les promotions dans les services publics dont ils dépendent ou auxquels ils pourraient avoir accès, ainsi que pour le calcul des pensions afférentes à leurs fonctions.

C. Pour les militaires et les civils, ainsi que pour ceux reconnus en application des articles 2 et 4 : la possibilité de se voir octroyer, à titre militaire, une distinction honorifique dans les Ordres nationaux.

Art. 10. 1^o En cas de décès survenu ou de blessures subies, en activité de service, entraînant une incapacité permanente, les membres reconnus de la Résistance, ou leurs ayants droit, pourront faire valoir leur titre à réparation, dans les mêmes conditions et sur les mêmes bases que les militaires, le grade leur attribué en vertu de l'article 9 étant pris en considération, pour la fixation du taux de la pension, à l'égal des grades attribués dans l'armée;

2^o En cas de décès ou d'incapacité survenue en captivité, les membres de la Résistance jouiront des droits et avantages reconnus, dans ce cas, aux militaires.

3^o Les veuves et orphelins d'un Résistant décédé des suites de son activité auront droit aux avantages réservés aux veuves et orphelins des combattants;

4^o Le ou les ayants droit à une rente viagère, pourront demander que le tiers au plus; de la valeur de la rente viagère, leur soit payé en capital. Semblable demande devra être soumise au juge de paix du domicile des intéressés. Le juge statuera au mieux des intérêts des impétrants.

Art. 11. Conformément à l'article 66 de l'arrêté royal du 11 août 1923, approuvant le texte des lois coordonnées sur les pensions militaires, les pensions accordées aux membres de la Résistance seront éventuellement cumulées avec le traitement et la pension afférents à un emploi de l'Etat, des provinces ou des communes.

Il en sera de même en ce qui concerne le cumul avec les soldes, traitements et pensions d'ancienneté de militaires.

Art. 12. Les dommages matériels subis personnellement par les membres de la Résistance, ou par leurs parents, en raison directe de leur activité dans la Résistance et en suite de mesures prises par l'occupant, seront indemnisées sur base de la loi sur les réquisitions militaires.

Art. 13. Toutes les distinctions honorifiques réservées aux militaires combattants peuvent être accordées aux membres de la Résistance, dont la qualité aura été établie, conformément aux articles 1^{er}, 2, 4 et 5.

Art. 14. Les dispositions du présent arrêté-loi sont applicables aux femmes reconnues comme ayant participé à la Résistance.

Toutefois, l'époux non remarié d'une femme reconnue membre de la Résistance, n'aura droit à aucune indemnité ou pension de décès.

c) met zooveel eenheden per groepeerings, als er nieuwe oversten zijn moeten benoemd worden tengevolge van de overlijdens en deportaties vóór 19 November 1944 bij bedoelde groepeerings.

Wat de bij artikel 2 bedoelde afzonderlijke leden van den Weerstand en de bij artikel 4 bedoelde buitenlandsche leden van den Weerstand betreft, wordt hun geenerlei graad toegekend. Nochtans :

a) Kunnen er hun eervolle onderscheidingen verleend worden, zoowel als aan de leden van den Weerstand die bij groepeerings aangesloten zijn;

b) Hebben zij, in geval van overlijden of verwondingen gedurende den dienst, recht op een der bij artikel 10 voorziene pensioenen, zulks op de basis van een der bij dat artikel bepaalde categorieën, volgens beslissing van den Minister van Landsverdediging.

Art. 9. De erkenning als lid van den Weerstand overeenkomstig artikelen 1 en 2, heeft navermelde gevolgen :

A. 1^o Voor de officieren, onderofficieren en soldaten van beroep : voor hun bevorderings bij het leger wordt rekening gehouden met hun dienst bij den Weerstand. Buitendien geldt de tijd van hun werkelijken dienst bij den Weerstand als actieven dienst in oorlogstijd, voor het berekenen van hun militaire pensioenen;

2^o Voor de officieren, reserve-onderofficieren en niet-beroeps-militairen van lagere rang : hun werkelijke aanwezigheid bij den Weerstand verleent hun gelijke rechten als die welke uit wederoproeping in oorlogstijd voortvloeien, met uitzondering van de soldij.

B. Voor de burgers : de tijd van hun actieven dienst bij den Weerstand telt als dienstdienst bij het gemobiliseerd leger en zij genieten de daaraan verbonden voordeelen wat betreft het bevelen van betrekkingen en de bevorderings bij de openbare diensten waarvan zij afhangen of tot welke zij toegang mochten kunnen hebben, alsmede voor het bekeken van de aan hunne functies verbonden pensioenen.

C. Voor de militairen en de burgers, alsmede voor diegenen die bij toepassing van artikelen 2 en 4 erkend zijn : de mogelijkheid zich, onder militairen titel, een eervolle onderscheiding in de Nationale Orden te zien toekennen.

Art. 10. 1^o In geval van in actieven dienst voorgekomen overlijden of in actieven dienst opgelopen verwondingen welke een blijvende ongeschiktheid medebrengen, kunnen de erkende leden van den Weerstand of dier rechthebbenden, onder dezelfde voorwaarden en op dezelfde basis als de militairen hun aanspraken op vergoeding doen gelden, waarbij de hun krachtens artikel 9 toegekende graad evengoed als de bij het leger verleende graden in aanmerking genomen wordt voor de vaststelling van het pensioensbedrag;

2^o In geval van overlijden in gevangenschap of aldaar opgedane ongeschiktheid, genieten de leden van den Weerstand dezelfde rechten en voordeelen als die welke in hetzelfde geval aan de militairen worden toegekend;

3^o De weduwen en weezen van een lid van den Weerstand dat ten gevolge van zijn activiteit overleden is, hebben recht op de aan de weduwen en weezen der strijders verleende voordeelen;

4^o De rechthebbende of rechthebbenden op een lijfrente kunnen vragen dat ten hoogste een derde van de waarde der lijfrente hun in kapitaal worde uitgekeerd. Dergelijke vraag moet den vrede-rechter van de woonplaats der belanghebbenden voorgelegd worden. De rechter beslist zoo voordeelig mogelijk voor de aanvragers.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 66 van het koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, houdende goedkeuring van den tekst der samengeschakelde wetten op de militaire pensioenen, kunnen de aan de leden van den Weerstand verleende pensioenen in voorkomend geval gecumuleerd worden met de wedde en het pensioen welke aan een betrekking bij den Staat, de provinciën of de gemeenten verbonden zijn.

Zulks geldt ook van het cumuleeren met de soldijen, wedden en ancienniteitspensioenen van militairen.

Art. 12. De stoffelijke schade welke door de leden van den Weerstand persoonlijk, of door hun verwanten, rechtstreeks wegens hunne activiteit bij den Weerstand en ingevolge door den bezetter getroffen maatregelen werd geleden, wordt vergoed op grond van de wet op de militaire opeischingsen.

Art. 13. Al de voor de militairen-strijders voorziene eervolle onderscheidingen kunnen verleend worden aan de leden van den Weerstand, wier hoedanigheid overeenkomstig artikelen 1, 2, 4 en 5 vastgesteld geworden is.

Art. 14. De bepalingen dezer wet zijn van toepassing op de vrouwen die erkend werden als hebbende deelgenomen aan den Weerstand.

De niet-hertrouwde echtgenoot van eene als lid van den Weer-

Par contre, les dispositions de la loi sur les pensions militaires, relatives aux enfants légitimes ou légitimés, aux enfants naturels reconnus, ainsi qu'aux ascendants, demeurent applicables en cas de décès d'une femme reconnue comme ayant participé à la Résistance.

Art. 15. Le Premier Ministre et le Ministre de la Défense nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté-loi.

Donné à Bruxelles, le 19 septembre 1945.

CHARLES.

Par le Régent : Le Premier Ministre, et Ministre du Charbon, A. VAN ACKER.	Vanwege den Regent : De Eerste-Minister en Minister van het Steenkoolwezen, A. VAN ACKER.
Pour le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur : Le Ministre des Travaux publics, HERMAN VOS.	Voor den Minister van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel, De Minister van Openbare Werken, HERMAN VOS.
Le Ministre de la Justice, M. GRÉGOIRE.	De Minister van Justitie, M. GRÉGOIRE.
Le Ministre de l'Intérieur, ADOLPHE VAN GLABBEKE.	De Minister van Binnenlandsche Zaken, ADOLPHE VAN GLABBEKE.
Le Ministre de la Santé publique, D^r A. MARTEAUX.	De Minister van Volksgezondheid, D^r A. MARTEAUX.
Le Ministre de l'Instruction publique, A. BUISSERET.	De Minister van Openbaar Onderwijs, A. BUISSERET.
Le Ministre des Finances, FR. DE VOGHEL.	De Minister van Financien, FR. DE VOGHEL.
Le Ministre de l'Agriculture, R. LEFEBVRE.	De Minister van Landbouw, R. LEFEBVRE.
Le Ministre des Travaux publics, HERMAN VOS.	De Minister van Openbare Werken, HERMAN VOS.

19 SEPTEMBRE 1945.

Arrêté-loi relatif aux obligations contractées par des groupements de résistance.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 20 mars 1945, donnant au Roi, pour une durée limitée, des pouvoirs extraordinaires;

Considérant qu'il est nécessaire et urgent, en vue de la reconstruction morale et matérielle du pays, que soient régularisées les obligations contractées par des groupements de résistance sous l'occupation, et que l'Etat prenne à sa charge les dépenses non encore liquidées et indemnise les victimes d'enlèvements de biens, sommes ou valeurs effectués par ou pour compte de ces groupements;

Considérant qu'en contre-partie des subsides qui ont été octroyés aux groupements de résistance par l'Etat et des charges assumées par lui pour désintéresser les créanciers des groupements ainsi que les victimes d'enlèvements effectués par ces groupements, il est équitable de transférer à l'Etat le solde éventuellement actif des comptes de ces groupements;

Vu l'avis conforme du Conseil national de la Résistance;

Sur la proposition du Premier Ministre et du Ministre de la Défense Nationale et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les dépenses non encore liquidées par les groupements de résistance et que ceux-ci justifient avoir engagées en raison directe de leur activité patriotique sous l'occupation et de leur coopération à la libération du territoire national sont à charge de l'Etat.

Art. 2. Les biens, sommes ou valeurs, en ce compris les fonds bloqués, qui sont la propriété des groupements de résistance, mais abstraction faite des sommes ou valeurs que les chefs de ces groupements justifieront s'être procurés depuis la libération du territoire, sont transférés de plein droit à l'Etat, à la clôture des comptes de ces groupements.

Art. 3. L'Etat indemniserà, comme en matière de réquisitions mili-

Die bepalingen van de wet op de militaire pensioenen, welke betrekking hebben op de wettige of gewettigde kinderen, de erkende onechte kinderen en de ascendenten, blijven daarentegen van toepassing in geval van overlijden eener vrouw die erkend werd als hebbende deelgenomen aan den Weerstand.

Art. 15. De Eerste-Minister en de Minister van Landsverdediging zijn belast met de uitvoering van deze besluitwet.

Gegeven te Brussel, den 19^e September 1945.

CHARLES.

Le Ministre des Affaires économiques, A. DE SMAELE.	De Minister van Economische Zaken, A. DE SMAELE.
Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, LÉON-ELI TROCLET.	De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, LÉON-ELI TROCLET.
Pour le Ministre des Communications : Le Ministre des Travaux publics, HERMAN VOS.	Voor den Minister van Verkeerswezen : De Minister van Openbare Werken, HERMAN VOS.
Le Ministre de la Défense Nationale, L. MUNDELEER.	De Minister van Landsverdediging, L. MUNDELEER.
Le Ministre des Colonies, R. GODDING.	De Minister van Koloniën, R. GODDING.
Le Ministre du Ravitaillement, EDG. LALMAND.	De Minister van Ravitaillement, EDG. LALMAND.
Le Ministre des Victimes de la Guerre, B^{re} A. VAN DEN BRANDEN DE REETH.	De Minister voor Oorlogsgetroffenen, B^{re} A. VAN DEN BRANDEN DE REETH.
Le Ministre des Dommages de Guerre, J. BASYN.	De Minister voor Oorlogsschade, J. BASYN.
Pour le Membre du Conseil des Ministres, absent, Le Ministre de l'Instruction publique, A. BUISSERET.	Voor het Lid van den Ministerraad, afwezig, De Minister van Openbaar Onderwijs, A. BUISSERET.

19 SEPTEMBER 1945.

Besluitwet betreffende de door weerstandsgroeperingen aangegane verplichtingen.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 20 Maart 1945, waarbij aan den Koning, voor een beperkten duur, buitengewone machten worden toegekend;

Overwegende dat het, met het oog op den moreelen en materielen heropbouw van het land, dringend noodzakelijk is dat de door de weerstandsgroeperingen tijdens de bezetting aangegane verplichtingen geregeld worden en dat de Staat de nog niet vereffende uitgaven te zijnen laste neme, en de slachtoffers, wier goederen, sommen of waarden door of voor rekening van deze groepeeren weggengomen werden, schadeloos stelle;

Overwegende dat het, als tegenwaarde der toelagen, welke door den Staat aan de weerstandsgroeperingen werden toegekend en der lasten welke hij op zich heeft genomen om de schuldeischers van de groepeeren alsmede de slachtoffers van door deze groepeeren verrichte wegnemingen schadeloos te stellen, blijk is het eventueel actief saldo van de rekeningen dezer groepeeren op den Staat over te dragen;

Gelet op het eensluidend advies van den Nationalen Raad van den Weerstand;

Op de voordracht van den Eerste-Minister en van den Minister van Landsverdediging en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De uitgaven welke door de weerstandsgroeperingen nog niet vereffend zijn en omtrent welke door laatstgenoemde bewezen wordt dat zij rechtstreeks voor hun vaderlandsche bedrijvigheid onder de bezetting en hun medewerking aan de bevrijding van 's Lands grondgebied werden aangegaan, vallen ten laste van den Staat.

Art. 2. De goederen, sommen of waarden, met inbegrip van de geblokkeerde fondsen die het eigendom der weerstandsgroeperingen zijn doch met uitsluiting van de sommen of waarden omtrent welke de hoofden dezer groepeeren bewijzen dat zij zich dezelfde sedert de bevrijding van het grondgebied hebben aangeschaft, worden van rechtswege op den Staat overgedragen bij het afsluiten van de rekeningen dezer groepeeren.

Art. 3. Evenals zulks in zake militaire onschelkingen vastgesteld

par ou pour compte des groupements de résistance. Sont exclues du bénéfice de cette indemnisation : les personnes condamnées pour incivisme et toutes celles déchuës de leurs droits civils et politiques par application de l'arrêté-loi sur l'épuration civique.

Art. 4. Les groupements de résistance rendront compte au gouvernement de l'emploi qu'ils ont fait des biens, sommes ou valeurs dont ils ont eu la disposition, que ceux-ci proviennent de subsides leur octroyés par l'Etat pendant l'occupation du territoire ou depuis la libération de celui-ci ou qu'ils proviennent des enlèvements visés à l'article 3.

Art. 5. Toute personne qui, pendant l'occupation du territoire national ou à l'occasion de la libération de celui-ci, a participé à un enlèvement visé à l'article 3, est tenue d'en faire la déclaration au plus tard dans les trois mois de la publication du présent arrêté-loi, au commissariat de police du ressort de son domicile ou, à défaut, à la gendarmerie locale.

Lorsque, pour cause de force majeure dûment établie, la déclaration n'a pu être effectuée dans le délai prescrit, ce délai court à partir du jour de la cessation de la force majeure.

Art. 6. Toute infraction à la disposition de l'article 5 est punie d'une amende de 700 à 700,000 francs, y compris les décimes additionnels, et d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois ou d'une de ces peines seulement.

Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII de l'article 85, sont applicables à ces infractions.

Art. 7. Le Premier Ministre et le Ministre de la Défense Nationale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté-loi, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 19 septembre 1945.

CHARLES.

Par le Régent :	Vanwege den Regent :
Le Premier Ministre,	De Eerste-Minister,
Ministre du Charbon,	Minister van het Steenkoolwezen,
A. VAN ACKER.	
Pour le Ministre	Voor den Minister
des Affaires étrangères	van Buitenlandsche Zaken
et du Commerce extérieur :	en Buitenlandschen Handel :
Le Ministre	De Minister
des Travaux publics,	van Openbare Werken,
HERMAN VOS.	
Le Ministre de la Justice,	De Minister van Justitie,
M. GRÉGOIRE.	
Le Ministre de l'Intérieur,	De Minister
	van Binnenlandsche Zaken,
ADOLPHE VAN GLABBEKE.	
Le Ministre de la Santé publique,	De Minister van Volksgezondheid,
D^r A. MARTEAUX.	
Le Ministre	De Minister
de l'Instruction publique,	van Openbaar-Onderwijs,
A. BUISSERET.	
Le Ministre des Finances,	De Minister van Financiën,
FR. DE VOGHEL.	
Le Ministre de l'Agriculture,	De Minister van Landbouw,
R. LEFEBVRE.	
Le Ministre des Travaux publics,	De Minister van Openbare Werken,
HERMAN VOS.	

**CABINET DU PREMIER MINISTRE,
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
ET MINISTÈRE DES FINANCES.**

Arrêté du Régent relatif à la liquidation des comptes des groupements de résistance.

RAPPORT AU REGENT.

MONSIEUR,

Les arrêtés ministériels des 13 septembre 1944 et 5 octobre 1944 ont officiellement reconnu la création de certains groupements de résistance ainsi que l'activité que ceux-ci ont déployée durant l'occupation et lors de la libération du territoire.

Cette activité a engendré pour chaque groupement une situation de comptes qu'il importe de liquider, résultant notamment :

a) vis-à-vis des tiers des dépenses...

rekening van Weerstandsgroeperingen op regelmatige wijze werden weggenomen. Zijn van het voordeel dezer vergoeding uitgesloten : de wegens gebrek aan burgertrouw veroordeelde personen en al degenen die van hun burgerlijke en politieke rechten vervallen zijn bij toepassing van de besluitwet op de burgerlijke epuratie.

Art. 4. De weerstandsgroeperingen zullen aan de regeering rekenschap geven van het gebruik dat zij hebben gemaakt van de goederen, sommen of waarden waarover zij beschikten, hetzij deze voortkomen van toelagen welke hun door den Staat tijdens de bezetting van het grondgebied of sedert de bevrijding er van, werden verleend, hetzij ze voortkomen van de bij artikel 3 bedoelde wegnemingen.

Art. 5. Alwie tijdens de bezetting van 's Lands grondgebied of bij de bevrijding er van aan een bij artikel 3 bedoelde wegneming deelgenomen heeft, moet zulks, uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van deze besluitwet, bij het politiecommissariaat van het ressort zijner woonplaats of bij gebrek daarvan, aan de plaatselijke Rijkswacht aangeven.

Wanneer, door behoorlijk vastgesteld geval van overmacht, de aangifte niet binnen den voorgeschreven termijn kon gedaan worden, loopt deze termijn vanaf den dag dat de overmacht ophoudt te bestaan.

Art. 6. Alle inbreuk op de bepaling van artikel 5 wordt gestraft met een boete van 700 tot 700,000 frank opdecimien inbegrepen, en met vijftien dagen tot drie maanden gevangenisstraf of slechts met één dezer straffen.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII, en artikel 85 inbegrepen, zijn op deze overtredingen van toepassing.

Art. 7. De Eerste-Minister en de Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van deze besluitwet die in werking treedt den dag waarop ze in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, den 19^e September 1945.

Le Ministre	De Minister
des Affaires économiques,	van Economische Zaken,
A. DE SMAELE.	
Le Ministre du Travail	De Minister van Arbeid
et de la Prévoyance sociale,	en Sociale Voorzorg.
LÉON-ELI TROCLET.	
Pour le Ministre	Voor den Minister
des Communications :	van Verkeerswezen :
Le Ministre	De Minister
des Travaux publics,	van Openbare Werken,
HERMAN VOS.	
Le Ministre	De Minister
de la Défense Nationale,	van Landsverdediging,
L. MUNDELEER.	
Le Ministre des Colonies,	De Minister van Koloniën,
R. GODDING.	
Le Ministre du Ravitaillement,	De Minister van Ravitailleering,
EDG. LALMAND.	
Le Ministre	De Minister
des Victimes de la Guerre,	van Oorlogsgetroffenen,
B^{ou} A. VAN DEN BRANDEN DE REETH.	
Le Ministre	De Minister voor Oorlogsschade,
des Dommages de Guerre,	
J. BASYN.	
Pour le Membre	Voor het Lid
du Conseil des Ministres,	van den Ministerraad.
Le Ministre	De Minister
de l'Instruction publique,	van Openbaar Onderwijs.
A. BUISSERET.	

**KABINET VAN DEN EERSTE-MINISTER,
MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
EN MINISTERIE VAN FINANCIËN.**

Besluit van den Regent betreffende de vereffening der rekeningen van de weerstandsgroeperingen.

VERSLAG AAN DEN REGENT.

MONSIEUR,

De ministerieele besluiten van 13 September 1944 en 5 October 1944 hebben officieel de oprichting van sommige weerstandsgroeperingen erkend, alsmede de bedrijvigheid die diezelfde aan den dag hebben gelegd tijdens de bezetting en de bevrijding van het grondgebied.

Beoelde bedrijvigheid heeft voor elke groepering aanleiding gegeven tot een toestand van te vereffenen rekeningen voortvloeiend onder meer :